

MONDE

LE POINT SUR LES DROITS DE L'HOMME

« Et pendant ce temps, l'Occident se focalise sur Daesh... »

► Le directeur général de Human Rights Watch, Kenneth Roth, dénonce les mauvaises stratégies occidentales, et notamment européennes.

► A ses yeux, le respect des droits de l'homme est essentiel pour résoudre des crises.

ENTRETIEN
Pour Kenneth Roth, le directeur général de l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW), c'est très simple : nous traversons la période la plus « tumultueuse » que les droits de l'homme aient récemment connue. Le groupe Etat islamique, la Russie et l'est de l'Ukraine, l'Egypte, la Centrafrique, le Soudan du Sud, Boko Haram au Nigeria, la Chine : « Et je pourrais continuer... », dit-il.

Human Rights Watch a de quoi faire, donc, pour dénoncer les atteintes aux droits de l'homme à travers le monde.

Souvent, on lui met des bâtons dans les roues... Le directeur du bureau moscovite de HRW a dû quitter son poste, il y a quelques années, suite à des menaces de mort. Le bureau du Caire vient de fermer. Le personnel était menacé d'arrestation. Kenneth Roth s'est fait arrêter à l'aéroport du Caire alors qu'il se rendait en Egypte pour donner une conférence, etc.

Plutôt dangereux de travailler pour les droits de l'homme...
C'est sûr, nous subissons une certaine pression. Mais nous n'abandonnons jamais. Même si on doit officiellement quitter un pays, on ne cesse pas pour autant

de faire notre travail. Il y a toujours moyen d'obtenir de l'information. Couvrir la Corée du Nord, l'Arabie saoudite... ce n'est pas un problème. On peut travailler partout.

Vous insistez sur le nombre impressionnant de crises aiguës et simultanées dans le monde aujourd'hui. La Syrie est-elle la pire du lot ?

C'est la plus grande tragédie du moment. Elle est, de loin, la plus importante au niveau des pertes humaines. Au niveau des réfugiés, aussi : ils sont plus de trois millions, et il y a dix millions de déplacés. Et pendant ce temps, l'Occident se focalise sur l'Etat islamique... Comme si les bombes larguées par Bachar el-Assad n'étaient pas pertinentes. C'est quoi, cette stratégie ?

A propos de mauvaise stratégie occidentale, vous citez l'Egypte...

C'est l'une des réponses les plus troubles, oui. Les Frères musulmans ont remporté les élections et leur candidat, Mohamed Morsi, est devenu président. Il était loin d'être le président parfait, il a fait beaucoup d'erreurs. Mais ce n'est rien comparé à la répression qu'il y a maintenant sous le gouvernement du général al-Sissi. C'est l'un des gouvernements les plus répressifs de l'histoire moderne de l'Egypte ! Assassiner 817 personnes en 12 heures en août 2013 ; emprisonner 40.000 opposants politiques ; torturer en masse... Et que répond l'Occident à tout ça ? Qu'il-Sissi s'occupe de « la transition vers la démocratie ». John Kerry ne parle que de ça. Mais cette « transition démocratique », John Kerry est le seul au monde à la voir ! Le message renvoyé est que si on croit dans l'islam politique, on ne doit pas investir dans les élections. Parce que si on

le remporte, on sera mis de côté sans que personne ne proteste. Ce genre de message, c'est du pain béni pour l'Etat islamique... On leur offre l'argument qu'il n'y a que la violence qui fonctionne.

Où est la solution ?

Dans les moments de crise, les leaders politiques ont tendance à dire que les droits de l'homme sont un luxe que l'on ne peut se permettre que lors des périodes moins troubles. Pourtant, ne pas porter attention aux droits de l'homme aggrave les crises ! Prenez l'Irak. Pourquoi certains sunnites ont rejoint les rangs de Daesh ? Parce que Nouri al-Maliki, l'ancien Premier ministre, a laissé des milices chiïtes commettre des atrocités, et que les sunnites se sentaient plus protégés par Daesh - vous imaginez ? - que par Bagdad. Le respect des droits de l'homme est essentiel pour résoudre des crises.

Kenneth Roth

Diplômé de Yale et de Brown, le directeur général de l'ONG américaine Human Rights Watch, 60 ans, descend d'une famille juive de Francfort ayant fui le nazisme en 1938. En 1987, il a été engagé par le fondateur de HRW, Aryeh Neier. Il est devenu directeur général en 1993. Pour son combat contre les mines antipersonnel, en 1997, HRW a partagé le prix Nobel de la paix. En 2013, Kenneth Roth a apporté son soutien à Edward Snowden et exhorté Barack Obama à abandonner les charges contre lui.



© SYLVAIN PIRALUX

Mais y a-t-il de quoi se réjouir ? Des avancées, quelque part ?

Les gouvernements ont toujours mieux à faire que promouvoir les droits de l'homme. Notre boulot, c'est de les pousser à mettre ces sujets à l'agenda. Parfois, ça marche. En Irak, par exemple, il y a un an, nous étions les seuls à parler des atrocités commises par les milices chiïtes. Aujourd'hui, c'est de notoriété publique. Conséquence : les Occidentaux ont remplacé al-Maliki par al-Abadi, qui « inclut » davantage tous les Irakiens. Et pourquoi la

coalition ne bombarde-t-elle pas Tikrit ? Parce qu'elle ne veut pas prendre part aux atrocités commises par les milices chiïtes. Notre message a été entendu... Autre exemple : la Centrafrique. Au début des massacres, en 2013, personne ne savait où se trouvait ce pays, si ce n'est au centre de l'Afrique. Mais à force d'en parler, on a réussi à ce que la France y déploie 3.000 soldats et la communauté internationale 4.000. Et on a évité un génocide ! Le pouvoir de l'information, ce n'est pas rien. Un public informé a

Propos recueillis par CATHERINE JOIE

ÉTATS-UNIS

L'Utah rétablit le peloton d'exécution

L'Utah est devenu lundi le premier Etat américain à rétablir les pelotons d'exécution pour les condamnés à mort, en cas de pénurie de produits d'injection létale. La législation autorise le recours à un peloton d'exécution pour mettre à mort un condamné si les substances servant à réaliser les injections létales habituelles ne sont pas disponibles, comme cela fut le cas récemment dans un certain nombre d'Etats du pays. Les critiques du projet de loi l'ont qualifié de barbare, mais un porte-parole du gouverneur Gary Herbert a affirmé que « ceux qui s'opposent à ce projet de loi s'opposent principalement à la peine de mort ». L'Utah avait éliminé la possibilité d'exécuter un condamné par peloton d'exécution en 2004. La Cour Suprême des Etats-Unis doit statuer le mois prochain sur la constitutionnalité des injections létales, la forme la plus commune d'exécution aux Etats-Unis, mais de plus en plus controversée avec l'utilisation de combinaisons expérimentales de substances létales qui ont causé des agonies douloureuses lors de récentes exécutions, notamment en Oklahoma. (afp)

VANESSA DOUGNAC

Inde Les minorités chrétienne et musulmane ont peur

NEW DELHI
DE NOTRE CORRESPONDANTE

C'était l'une des grandes questions soulevées en mai 2014, lors de l'élection triomphale de Narendra Modi à la tête de l'Inde. Les minorités religieuses souffriront-elles de la prise de pouvoir du chantage de l'extrême droite hindoue et de son Parti du peuple hindou (BJP) ? Aujourd'hui cette interrogation est posée au grand jour, alors que les attaques visant la minorité chrétienne (2,3% de la population) se multiplient. Les dernières en date concernent le viol d'une religieuse septuagénaire, perpétré le 14 mars dans un couvent du Bengale occidental puis, le 15 mars, la profanation d'une église dans l'Haryana et encore samedi dernier, à Mumbai. « Depuis l'arrivée de M. Modi, il existe un sentiment de peur au sein des minorités religieuses », estime Lenin Raghuvanshi, secrétaire général de People's Vigilance Committee on Human Rights (PVCHR). « Nous ne paniquons pas, mais nous sommes inquiets », a cru bon de préciser Samuel Jaykumar, du National Council of Churches in India.

Seule certitude, ces incidents s'inscrivent dans une série d'attaques : jets de pierres, statues vandalisées ou incendie criminel, les profanations sont diverses, mais cinq églises ont été affectées depuis décembre à Delhi. D'après un rapport du Catholic Secular Forum (CSF), près de 300 religieux et leaders chrétiens ont été ciblés l'an dernier, et des milliers de chrétiens et musulmans auraient été « reconvertis » à l'hindouisme.

Pour Joseph Dias, secrétaire général du CSF, « les forces d'extrême droite sont actives depuis que le BJP a pris les rênes du pays ». Ce climat est ponctué de provocations de certains leaders pro-hindous. Un



Manifestation d'élèves et de professeurs chrétiens après le viol d'une religieuse, la semaine dernière, près de Calcutta. © AFP

représentant du RSS, un mouvement hindou affilié au BJP, a déclaré que le travail caritatif de mère Teresa avait en réalité visé aux conversions. Autres exemples : le gouvernement a proposé d'établir le 25 décembre en « Jour de la gouvernance », et une ministre souhaite instaurer le texte sacré de l'hindouisme, le Bhagavad-Gita, en « livre national », alors que l'Inde est une « démocratie laïque ».

Le Premier ministre Modi contrôle-t-il la montée du nationalisme hindou ? Certes, les attaques antichrétiennes ne datent pas de son mandat. En 2008, en Orissa, des villages de dalits chrétiens avaient été attaqués par des nationalistes hindous. Et la polémique autour des guerres de conversion n'est pas nouvelle, puisque les mouvements pro-hindous accusent réguliè-

ment les chrétiens de forcer des indigènes à se faire baptiser. Néanmoins, Narendra Modi s'est fait remarquer par son silence, depuis le début, et ce sujet. En janvier, l'Eglise catholique a rappelé au gouvernement la nécessité de « soutenir le caractère séculaire de l'Inde », conformément à sa Constitution. Le président américain Barack Obama, alors en visite à New Delhi, a même pressé l'Inde de veiller au respect de la liberté religieuse. Finalement, Narendra Modi, dont l'image est en jeu, s'est exprimé le mois dernier et s'est engagé à protéger tous les groupes religieux. Face à la récente affaire du viol de la religieuse, il a exigé « une action immédiate » contre les criminels.

« Ces dernières attaques poussent les chrétiens, mais aussi les musulmans, à se

sentir en danger, dénonce le père Savari Muthu, porte-parole de l'archidiocèse catholique de Delhi. Le gouvernement n'engage aucune action concrète pour protéger les chrétiens et punir les coupables. Il ne contient pas les extrémistes. Le RSS et les autres groupes radicaux ont carte blanche. »

Une ministre souhaite instaurer le texte sacré de l'hindouisme, le Bhagavad-Gita, en « livre national », alors que l'Inde est une « démocratie laïque »

Dans le sillage de l'avènement du BJP, les brigades de l'Hindutva sont puissantes. L'objectif de cette idéologie est d'établir une souveraineté hindoue, l'islam et le christianisme étant perçus comme des religions « étrangères ». Narendra Modi lui-même a été formé dans les rangs du RSS, organisation longtemps accusée de haine envers les musulmans. Il a été à la tête du Gujarat où, en 2002, des émeutes religieuses ont provoqué la mort de 1.000 à 2.000 musulmans.

« Un dirigeant de l'Inde véhiculant cette identité est très préoccupant, s'inquiète D. Z. I. Khan, président de All India Muslim Majlis-e-Mushawarat (AIMMM). Nous observons de nombreuses attaques de nos madrasas et de nos tombes, orchestrées par les organisations liées au RSS. La propagande de haine enfle, des incidents surviennent de façon inhabituelle dans des Etats comme le Tamil Nadu, le Karnataka ou le Bengale occidental. Nous avons très peur. Et la grande nouveauté, c'est que le gouvernement ne nous écoute pas. » Pour les minorités, la perception des tensions religieuses est devenue une réalité. ■

Recep Tayyip Erdogan, le président de la Turquie, freine sèchement les initiatives de son gouvernement sur le dossier kurde : « Il est parfaitement de mon droit et de mon devoir d'exprimer mon opinion. Je suis le chef de l'Etat, chacun à sa place ». © REUTERS.



Chine Le « rêve » prend des airs de cauchemar

Le président Xi Jinping a beau mettre en avant le concept du « rêve chinois », qui vise à restaurer l'importance majeure de la grande Chine, ce rêve s'est transformé en cauchemar pour de nombreux avocats, journalistes et intellectuels voulant s'exprimer librement.

C'est en tout cas le constat dressé par le réseau d'ONG China Human Rights Defenders (CHRD) : selon lui, cette deuxième année de mandat du président Xi s'est révélée encore plus dure que la précédente.

« Alors que les plus importants leaders chinois ont promis ostensiblement de gouverner le pays selon la loi, le gouvernement qu'ils président a méprisé la loi de façon flagrante et manipulé le système judiciaire pour faire obstacle au droit à l'expression pacifique, à celui de se réunir, de s'associer et autres libertés de base. Ceux qui demandent à exercer leurs droits fondamentaux ou contestent un système de plus en plus répressif font face à des mesures de rétorsion du gouvernement, à de l'intimidation et à d'autres formes de

mauvais traitements », détaille dans son rapport annuel le CHRD.

D'après les informations du CHRD, il y a eu autant de cas de détentions arbitraires (955 au total) en 2014 que lors des deux années précédentes combinées. Les deux périodes les plus chaudes en matière de droits humains ont été enregistrées autour du 25^e anniversaire des événements de la Place Tiananmen, début juin,

Une pratique répandue est d'évoquer de façon abusive des menaces sur la sécurité nationale ou la société

mais aussi lors de la mobilisation étudiante à Hong-Kong, à l'automne dernier : la police a alors détenu plus de 200 défenseurs des droits humains, en deux vagues successives. Par ailleurs, jamais autant d'avocats militant pour les droits humains n'ont été placés en détention ou poursuivis en 2014 depuis le début des années 2000.

Certes, le pouvoir chinois avait aboli en mars 2014 le système des camps de rééducation par le travail, ce qui « prive la police

d'une option pour punir les dé-fenseurs des droits humains ». Le système judiciaire a donc dû essayer de « donner un semblant de légalité à la persécution politique », alors que « les violations des procédures régulières et légales sont endémiques ».

Une pratique répandue pour prolonger la détention avant inculpation au-delà de la limite légale de 37 jours est d'évoquer de façon abusive des menaces sur la

sécurité nationale ou la société. Quand des suspects sont détenus au-delà de ces limites légales, c'est souvent parce que les autorités ne disposent pas d'éléments constituant un délit, ce qui laisse aux enquêteurs le temps « de mener des perquisitions et d'interroger d'autres personnes » afin de chercher un délit, quel qu'il soit.

Selon le CHRD, « une forme de torture et de châtiment cruel particulièrement alarmante à Ten-centre de défenseurs des droits

humains détenus est la privation de traitement médical, même quand le besoin de soins est urgent ». L'activiste de Pékin Cao Shunli est ainsi morte en mars dernier alors qu'elle avait été privée des soins dont elle avait besoin.

Deux prisonniers tibétains, Goshul Lobsang et Tenzin Choedak sont également morts en mars et décembre 2014, après qu'ils aient subi de nombreuses tortures et laissés sans soins. Ils sont morts après avoir été remis en liberté mais leur état de santé était trop dégradé pour pouvoir être soigné efficacement.

L'année 2014 a également vu le contrôle étatique des médias et d'Internet se renforcer de façon encore plus stricte. Les communications par téléphones portables et par internet ont été soumises à de nombreuses restrictions. L'avocat Pu Zhiqiang est par exemple détenu depuis mai 2014 pour avoir rédigé quelques tweets impertinents. ■

VÉRONIQUE KIESEL

DS préfère TOTAL

DS 3
EXISTE EN DEUX COLORIS :
VERT ÉMERAUDE POUR VOUS,
VERT DE JALOUSIE POUR LES AUTRES.

S'installer au volant de DS 3, c'est profiter d'un bijou à l'éclat vert émeraude, qui risque de faire beaucoup d'envie. Raffinée et ultra personnalisable, votre DS 3 embarque toutes les technologies les plus innovantes. Laissez-vous transporter par son esprit avant-gardiste.

DS AUTOMOBILES
SPIRIT OF AVANT-GARDE

À PARTIR DE 199 €/MOIS⁽¹⁾
TAEG 0%⁽¹⁾ - SANS ACOMPTÉ

3,4 - 6,5L / 100KM @ 87 - 150G CO₂ / KM

www.driveDS.be

Véhicule illustré : DS 3 Sport Chic (options : peinture métallisée et jantes en alliage léger 17" Aphrodite diamantées noir). [1] Exemple représentatif du produit Citroën Autofin d'une durée de 48 mois au TAEG de 0% pour un prix de vente de 15.984 € : acompte de 0 €, montant à financer de 15.984 €, 48 mensualités de 333 €, montant total dû par le consommateur (par définition sans acompte) 15.984 €. Taux débiteur fixe de 0%.

Citroën Autofin est une proposition de prêt à tempérament faite par Citroën Financial Services, filiale de PSA Finance Belux S.A. (preteur), rue de l'Étoile 99 à B-1180 Bruxelles, sous réserve d'acceptation du dossier, avec ou sans acompte et une durée de 48 mois maximum pour une DS 3 neuve et vendue à un particulier. Annonceur : Citroën Belux S.A. Importateur : Parc de l'Alliance - Avenue de Flandre 48 à B-1180 Braine l'Alleud. Détail pour une DS 3 1.9 PureTech 82 BVM Euro 6 City : prix de 12.835 €, acompte de 3.814,84 €, montant à financer 9.020,16 € sur 48 mensualités de 187,92 €. Montant total dû (par définition sans acompte) 9.020,16 €. Le Pack Citroën Autofin EssentialDSive se compose d'un crédit Citroën Autofin et d'un contrat EssentialDSive. Ces 2 éléments peuvent être souscrits séparément à des conditions similaires. Le budget mensuel du Pack Citroën Autofin EssentialDSive est modifié en cas de 199 €, durant 48 mois, incluant l'abonnement mensuel EssentialDSive à 11,08 € par mois pour un total de 40.000 km et 4 ans, le premier de ces deux termes atteint mettant fin au contrat EssentialDSive. Attention, emprunteur de l'argent coûte aussi de l'argent. Offres valables du 01/03/2015 au 31/03/2015 sur toutes les DS 3 neuves vendues à particulier, non cumulables avec toutes autres promotions en cours et valables dans les points de vente CITROËN participants.